

LA GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS DANS LES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE : CADRE THEORIQUE

OPERATIONAL RISK MANAGEMENT IN MICROFINANCE INSTITUTIONS: THEORETICAL FRAMEWORK

ASSAIRH Loubna

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Kenitra

Université Mohammed Ibn Tofail, kenitra

Laboratoire Économie, management et développement des organisations

Maroc

assairh.loubna@gmail.com

KAICER Mohammed

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Kenitra

Université Ibn Tofail, Kenitra

Laboratoire Informatique, Systèmes et Optimisation

Maroc

Kaicer.m@gmail.com

JERRY Mounir

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales Kenitra

Université Mohammed Ibn Tofail, kenitra

Laboratoire Économie, management et développement des organisations

Maroc

jemounir@yahoo.fr

Date de soumission : 09/03/2020

Date d'acceptation : 22/04/2020

Pour citer cet article :

ASSAIRH. L & al. (2020) « La Gestion Des Risques Opérationnels Dans Les Institutions De Microfinance : Cadre Théorique », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 3 : Numéro 2 » pp : 653 – 667

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3778897>

Résumé :

Les institutions de microfinance sont soumises à quatre types de risques : les risques opérationnels, les risques sociaux, les risques financiers et les risques externes. Ces risques, peuvent tous conduire à une défaillance des institutions de la microfinance et donc une faillite, si cette dernière n'a pas pu gérer ces risques . En l'absence de systèmes et des contrôles efficaces, elles risquent d'ébranler leur capacité à atteindre leurs objectifs. Cependant, le plus grand défi auquel les institutions de microfinance seront confrontées dans le monde entier est la poursuite de leur rôle d'intermédiaire financier et de savoir comment gérer davantage les risques qui menacent leurs performances, en particulier dans les pays en voie de développement, ce travail de recherche se focalise sur les risques opérationnels particuliers associés aux activités de microfinance et suggère comment les régulateurs et les opérateurs du secteur peuvent mieux guider contre la détresse ou l'effondrement pour qu'ils puissent afin d'atteindre une rentabilité financière et sociale stable.

Mots clés : Microfinance ; risque opérationnel ; gestion des risques ; défaillance ; performance financière.

Abstract :

Microfinance institutions are subject to four types of risk: operational risks, social risks, financial risks and external risks. These risks can all lead to the failure of microfinance institutions and therefore to bankruptcy if the institution has not been able to manage these risks. In the absence of effective systems and controls, they risk undermining their ability to achieve their objectives. However, the biggest challenge facing microfinance institutions worldwide is the continuation of their role as financial intermediaries and how to better manage the risks that threaten their performance, particularly in developing countries. This research focuses on the particular operational risks associated with microfinance activities and suggests how regulators and operators in the sector can better guide against distress or collapse so that they can achieve stable financial and social profitability.

Keywords : Microfinance ; operational risk ; risk management ; default ; financial performance.

Introduction

les institutions de microfinance contribuent de manière significative à la réduction de la pauvreté des personnes à faibles revenus et défavorisées de la société. Ces institutions ont contribué à faciliter l'acquisition de compétences entrepreneuriales et la transmission de connaissances sur le capital, les risques et l'autonomisation dans les activités économiques (Bennis, 2016). La gestion du risque de crédit est essentielle pour optimiser la performance des institutions financières. Le prêt est toujours, le pilier des institutions financières. En effet, les entreprises commerciales se plaignent d'une part du manque de crédits et des normes excessivement élevées fixées par les institutions financières, tandis que les institutions financières ont d'autre part subi d'importantes pertes sur les prêts irrécouvrables (Viganò & Castellani, 2020). Il a été constaté que pour minimiser les pertes sur prêts et, partant, améliorer les performances financières, il est essentiel que les institutions financières disposent d'un système efficace de gestion du risque de crédit. Un système efficace est un système qui garantit le remboursement des prêts par les emprunteurs est essentiel pour traiter les problèmes d'asymétrie d'information et pour réduire le niveau des pertes sur prêts, donc le succès à long terme de toute organisation bancaire. Le risque fait partie intégrante des services financiers. Lorsque les institutions financières émettent des prêts, il existe un risque de défaillance de l'emprunteur. Toute institution qui effectue des transactions en espèces ou des investissements risque la perte de ces fonds. Les institutions de financement du développement ne doivent ni éviter le risque ni ignorer le risque. Comme toutes les institutions de microfinance (IMF) sont confrontées à des risques qu'elles doivent gérer de manière efficace et efficiente pour réussir. Si l'IMF ne gère pas bien ses risques, elle n'atteindra probablement pas ses objectifs sociaux et financiers. Lorsqu'elle est mal gérée les risques commencent à se traduire par des pertes financières, les donateurs, les investisseurs, les prêteurs, les emprunteurs et les épargnants ont tendance à perdre confiance dans l'organisation et les fonds commencent à se tarir. Lorsque les fonds se tarissent, une IMF n'est pas en mesure d'atteindre son objectif social qui est de fournir des services aux pauvres et fait rapidement faillite. La gestion des risques est une tâche complexe pour toute organisation financière, et de plus en plus importante dans un monde où les événements économiques et les systèmes financiers sont liés. Les institutions financières mondiales et les régulateurs bancaires ont souligné que la gestion des risques était un élément essentiel du

succès à long terme. Plutôt que de se concentrer sur la performance financière, la direction et les régulateurs se concentrent désormais sur la capacité d'une institution financière à identifier et à gérer les risques futurs comme le meilleur indicateur prévisionnel de pérennité.

Dans cet article, nous allons essayer de répondre à la problématique suivante : Quel est le processus de gestion des risques opérationnels au sein des institutions de la microfinance et quel est son impact sur la performance financière des institutions de la microfinance ?

D'abord, nous allons explorer les définitions clés et le concept de base de la microfinance, ensuite nous allons essayer de voir les risques dans les institutions de microfinance, notamment les risques opérationnels tout en analysant les caractéristiques et les spécificités de ce risque et nous allons voir le processus de gestion des risques. Enfin, nous allons voir l'impact de la gestion des risques opérationnels sur la performance financière des institutions de la microfinance.

1. Le cadre théorique de la microfinance.

Le concept de la microfinance a été introduit pour la première fois au Bangladesh à titre expérimental dans les années 1950 et 1960 ; d'autre part, tous les efforts du gouvernement visant à renforcer le pouvoir des ménages de paysans n'ont pas montré l'impact ciblé avant la fin des années 1970 et 1980. Cela a conduit à l'émergence d'un nouveau programme de microcrédit par la Grameen Bank du Bangladesh et par le Comité pour l'avancement rural du Bangladesh dans les années 1980 pour atteindre les ménages pauvres. Les bénéficiaires des microcrédits étaient des femmes en situation de pauvreté qui n'avaient pas de biens pour garantir un crédit dans les banques et n'avaient donc jamais eu accès aux institutions bancaires formelles auparavant. (Al-Azzam & Mimouni, 2016). Une caractéristique importante du microcrédit est qu'il accorde des crédits "basés sur la confiance" sans aucune garantie. Même dans ce cas, il a permis de recouvrer en moyenne plus de 90 % du crédit. La littérature confirme que ce succès est principalement dû aux prêts du groupe, ou chaque membre du groupe subit la pression du voisinage concernant le remboursement du prêt (Viganò & Castellani, 2020). Au Bangladesh, la plupart des fonds de microcrédit ont été consacrés au décorticage du riz, à l'élevage du bétail, à l'aquaculture, à la production de légumes. Dans une autre étude, le chercheur (Viswanathan & Shanthi, 2017) énonce que le microcrédit n'est pas seulement un crédit mais aussi un outil de développement qui implique

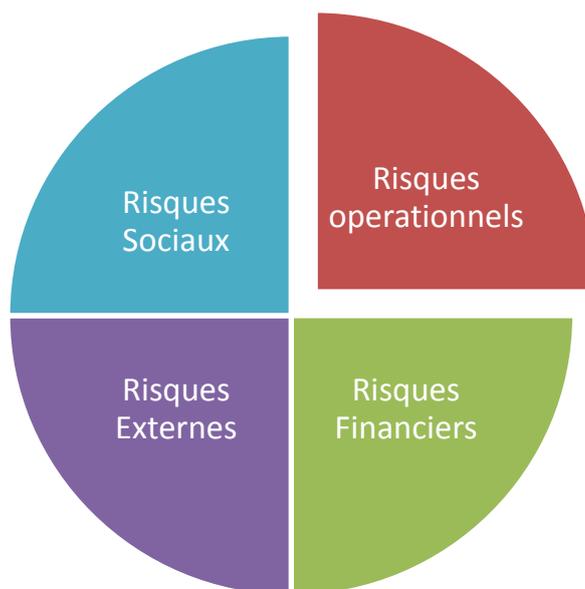
des activités telles que des petits prêts (microcrédit) pour le fonds de roulement, l'évaluation informelle des emprunteurs et des investissements, des substituts de garantie et l'accès à des prêts ultérieurs en fonction des performances de remboursement. Le professeur Muhammad Yunus a lancé à Paris, le 18 février 2008, un équipement de 150 millions d'euros pour la microfinance mondiale, conçue par la Fondation Grameen-Crédit Agricole. Le Crédit Agricole SA et le Grameen Trust se sont associés pour créer une fondation dédiée (Depoorter, Véronique, Schiltz, & Fouard, 2007). Elle est destinée à fournir aux institutions de microfinance une gamme complète de financements sous forme de crédits, de garanties et de fonds propres ainsi que des services de conseil. Le Grameen Trust est une organisation sœur de la Grameen Bank, qui est intervenue pour soutenir des initiatives de microfinance dans trente-huit pays. En Chine, la Fondation chinoise pour la pauvreté. Cependant, les institutions de microfinance se sont multipliées dans le monde entier, en fournissant divers services financiers pour répondre à divers objectifs sociaux y compris l'éradication de la pauvreté et la promotion du développement social. De plus en plus, les IMF ont commencé à offrir des services non financiers à leurs clients. Ces services comprennent l'assistance technique, l'enseignement agricole, la scolarisation des enfants, les services de soins de santé et la formation spécialisée pour à la fois l'auto-développement et l'amélioration des pratiques environnementales.

2. Le cadre théorique des risques dans les institutions de microfinance

les risques sont des problèmes futurs qui peuvent être évités ou atténués, plutôt que des problèmes actuels qui doivent être traités immédiatement (Pasternak, 2012). Le risque peut être considéré comme étant lié à la probabilité d'événements futurs incertains (Viganò & Castellani, 2020). Par exemple, selon l'analyse factorielle du risque d'information, le risque est : la fréquence probable et l'ampleur probable des pertes futures. cette définition est utilisée par The Open Group. (Morales, Ramos, Aguirre, & Sanchez, 2019) définit le risque comme le produit de la probabilité qu'un danger entraîne un événement indésirable, multiplié par la gravité de l'événement. En sécurité de l'information, le risque est défini comme "la possibilité qu'une menace donnée exploite les vulnérabilités d'un actif ou d'un groupe d'actifs et cause ainsi un préjudice à l'organisation". Le risque financier est souvent défini comme la variabilité ou la volatilité inattendue des rendements et comprend donc à la fois des rendements potentiels plus mauvais que prévus et des rendements meilleurs que

prévu. Les références au risque négatif ci-dessous doivent être lues comme s'appliquant aux impacts ou opportunités positifs, à moins que le contexte n'exclue cette interprétation. La figure 1 illustre les catégories des risques en microfinance

Figure 1. Catégories de risques en microfinance



Source : Auteurs

3. Le concept des risques opérationnels

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant d'une défaillance opérationnelle. Il englobe un large éventail d'événements et d'actions ainsi que d'inactions et comprend, par exemple, des erreurs d'exécution involontaires, des défaillances du système, des actes de la nature, des violations conscientes de la politique, de la loi et de la réglementation, et des actes directs et indirects de prise de risque excessive (Ouiam & Hasnae, 2018). Le risque opérationnel a été défini par le Comité de Bâle comme le risque de pertes découlant de problèmes liés aux contrôles internes, aux systèmes, aux personnes et aux événements extérieurs. Comme la plupart des institutions financières n'étaient pas correctement structurées pour faire face à ce risque, les défis auxquels ils sont actuellement confrontés sont extrêmement exigeants et les délais prévus sont courts. Le risque opérationnel peut arriver à cause d'une catastrophe naturelle, à une dissemblance dans les conventions de paiement sur une opération de change. Elle inclut des questions telles que

des structures organisationnelles inappropriées, des systèmes inadéquats, une supervision insuffisante, des contrôles défectueux, la fraude, des questions juridiques et réglementaires et l'erreur humaine (Arch, 2005), le tableau 1 illustre les types trois types des risques opérationnels.

Tableau 1 : les types de risques opérationnels

| Risque opérationnel | Type de perte | Auteur principal |
|---------------------|---|--|
| Risque de crédit | Perte résultant d'un portefeuille de mauvaise qualité | Clients des IMF |
| Risque de fraude | Perte résultant d'une tromperie | Membres du personnel de l'IMF |
| Risque de sécurité | Perte résultant d'un vol | Personnes ne faisant pas partie de l'IMF |

Source : (Churchill et al., 2001)

- **Le risque de crédit** : est le risque principal que les IMF doivent gérer pour être viables. Il s'agit du risque pour les revenus ou le capital dû au non-respect par un client des conditions d'un contrat de prêt. Dans une institution de microfinance, le risque de crédit de chaque microcrédit est relativement mineur étant donné que chaque prêt est petit et représente généralement un pourcentage infime du portefeuille global (Pasternak, 2012). Toutefois, en raison de la nature à court terme et non garantie du microcrédit, les portefeuilles de microcrédit ont tendance à être plus volatils, car la qualité du portefeuille peut se détériorer plus rapidement que dans les institutions financières traditionnelles. Pour cette raison, il est très important que les institutions de microfinance surveillent de près la qualité de leur portefeuille et prennent des mesures si nécessaire.
- **Le risque de fraude** : a été le risque le moins publiquement abordé dans le domaine de la microfinance jusqu'à présent. Également appelé risque d'intégrité, le risque de fraude est le risque de perte de revenus ou de capital résultant d'une tromperie intentionnelle d'un employé ou d'un client. Le type de fraude le plus courant dans une IMF au niveau des succursales est le vol direct de fonds. D'autres formes d'activités frauduleuses comprennent la création d'états financiers trompeurs, les pots-de-vin, les ristournes et les prêts fantômes. Étant donné que le personnel d'exécution traite de grandes quantités de fonds des clients et

des IMF, les contrôles au niveau des succursales sont très importants. S'ils ne sont pas vérifiés, ces risques augmentent car les activités frauduleuses se propagent comme un virus d'un employé à l'autre.

▪ **Risque de sécurité** : la troisième forme de risque opérationnel est l'exposition d'une institution de microfinance au vol. Certaines IMF n'ont jamais de difficultés avec le risque de sécurité, tandis que d'autres sont extrêmement vulnérables. Ce risque comporte deux éléments de base :

1) la sécurité des actifs de bureau : bien que les voleurs préfèrent généralement l'argent liquide, ce n'est pas le seul actif qui est vulnérable. Les IMF doivent s'assurer qu'elles protègent leurs ordinateurs, télécopieurs, photocopieurs et même leur matériel de bureau, comme les bureaux et les chaises, contre le vol.

2) la sécurité des espèces : toute IMF qui débourse et reçoit de l'argent directement est vulnérable au vol. Elles doivent s'assurer que l'argent est protégé contre le vol pendant les heures de bureau, en dehors des heures de bureau et en transit.

4. La gestion des risques dans les institutions de microfinance

Il y a plus de 30 ans, la microfinance a débuté avec la simple idée de prêter de petites sommes d'argent à des groupes d'entrepreneurs à faibles revenus, en majorité des femmes. Au fur et à mesure que le secteur et ses clients ont mûri, les institutions de microfinance (IMF) ont offert une gamme de produits plus large et ont cherché de nouvelles sources de capitaux. Bien qu'il soit difficile de faire des généralisations sur le secteur de la microfinance en raison de sa diversité régionale et institutionnelle, il est clair que le continent suit la tendance mondiale de transformation accrue des IMF en institutions financières réglementées. Comme les IMF choisissent de plus en plus de devenir des institutions réglementées, les régulateurs imposent souvent leurs stratégies de gestion des risques. Lorsqu'une institution devient réglementée, elle est généralement tenue de se concentrer davantage sur la classification et la gestion du portefeuille, le provisionnement des pertes sur prêts, l'appariement des actifs et des passifs et les systèmes informatiques. Des stratégies efficaces de gestion des risques sont également essentielles pour le secteur de la microfinance afin d'attirer des capitaux, de se protéger contre les pertes et de gagner la confiance des clients, des donateurs, des investisseurs et des agences de notation. La gestion du risque de crédit est une approche structurée de la gestion des incertitudes par l'évaluation

du risque, l'élaboration de stratégies pour le gérer et l'atténuation du risque au moyen d'une gestion des ressources. Les stratégies consistent à transférer à une autre partie, à éviter le risque, à réduire les effets négatifs du risque et à accepter certaines ou toutes les conséquences d'un risque particulier. Le processus de gestion des risques est un processus en deux étapes. La première consiste à identifier la source du risque, c'est-à-dire à identifier les principales variables à l'origine du risque. La seconde consiste à concevoir des méthodes pour quantifier le risque à l'aide de modèles mathématiques, afin de comprendre le profil de risque de l'instrument. Il est essentiel pour les institutions de microfinance de disposer d'un cadre général de gestion des risques, car on se rend de plus en plus compte que la croissance durable dépend essentiellement de l'élaboration d'un cadre général de gestion des risques (Ibtissem & Bouri, 2013). On peut citer les trois mécanismes de gestion des risques dans les institutions de la microfinance:

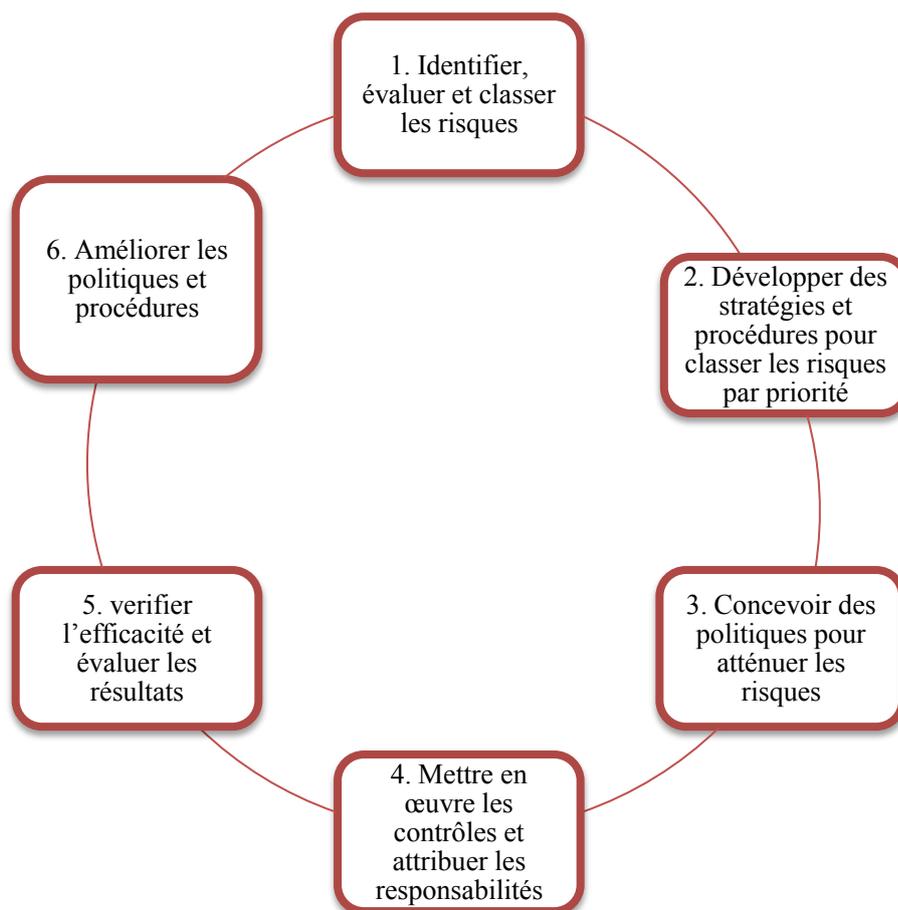
- **Audit interne** : la division de l'audit interne est chargée d'évaluer le contrôle interne des entités opérationnelles, administratives et financières de la banque.
- **Contrôle interne** : la division du contrôle interne protège les actifs de la banque contre les dépenses inutiles, la fraude et l'inefficacité en garantissant des niveaux adéquats de sécurité et de contrôle dans toutes les opérations de la banque.
- **Audit des systèmes** : la division de l'audit des systèmes s'assure que des mécanismes de contrôle appropriés existent au sein des systèmes informatiques et d'information afin que les systèmes fonctionnent correctement.

4.1 Le processus de la gestion des risques dans les institutions de microfinance

La gestion des risques est un processus dynamique, dans lequel l'IMF évalue régulièrement l'efficacité de ses politiques et procédures de contrôle des risques et procède à des ajustements si nécessaire. Même si une évaluation conclut que l'institution de la microfinance contrôle ses risques, le processus de gestion des risques ne s'arrête pas là; il se poursuit avec des évaluations régulières. Chaque évaluation successive teste non seulement l'efficacité des nouveaux contrôles, mais comprend également un examen des contrôles testés précédemment. La création d'une infrastructure et d'un système permettant d'intégrer la gestion des risques dans les institutions de microfinance afin de garantir que tout le personnel se concentre sur l'identification et l'anticipation des risques potentiels. Le processus intègre une "boucle de rétroaction" commence par le conseil d'administration et

les cadres supérieurs afin de s'assurer qu'ils reçoivent les informations dont ils ont besoin. La figure 2 illustre la nature cyclique de la boucle de la gestion des risques dans les institutions de la microfinance.

Figure 2 : Le processus de gestion des risques



Source : (Campion, 2000)

- **Identifier, évaluer et classer les risques:** le processus de gestion des risques commence par l'identification et la hiérarchisation des principaux risques par la direction. Cette étape exige du conseil d'administration et de la direction qu'ils déterminent le degré de risque que l'IMF doit tolérer et qu'ils évaluent pour chaque risque l'impact négatif potentiel s'il n'est pas contrôlé.
- **Développer des stratégies et procédures pour classer les risques par priorité :** le conseil d'administration approuve les politiques de mesure et de suivi des risques et

contrôle le respect de ces politiques par l'IMF. La direction contrôle des indicateurs clés pour évaluer l'exposition de l'institution de microfinance au risque. La direction fixe la fourchette acceptable pour chaque indicateur, en dehors de laquelle l'exposition au risque serait excessive.

- **Concevoir des politiques et des procédures pour atténuer les risques :** Ensuite, la direction conçoit des procédures et des directives opérationnelles solides pour atténuer chaque risque au degré souhaité. Des politiques et des procédures saines indiquent clairement aux employés comment effectuer des transactions et incorporent des mesures de contrôle interne efficaces.
- **Mettre en œuvre des contrôles dans les opérations et attribuer les responsabilités :** la mesure de contrôle a un impact sur les clients, les responsables des prêts ou d'autres membres du personnel opérationnel pour comprendre les répercussions potentielles. Si le potentiel d'impact est important, l'IMF peut également solliciter les commentaires directement des clients, par exemple par le biais d'enquêtes ou de groupes de discussion. L'institution doit désigner des responsables chargés de superviser la mise en œuvre des contrôles et de les suivre dans le temps.
- **vérifier l'efficacité et évaluer les résultats :** L'IMF doit disposer d'indicateurs et de paramètres clairement définis qui déterminent quand un risque n'est pas contrôlé de manière adéquate. Après, le conseil d'administration et la direction examinent les résultats d'exploitation pour évaluer si les politiques et les procédures actuelles donnent les résultats escomptés. Certains indicateurs nécessitent un suivi hebdomadaire ou mensuel, tandis que d'autres, tels que l'efficacité opérationnelle, nécessitent des contrôles moins fréquents.
- **Améliorer les politiques et les procédures :** dans de nombreux cas, les résultats suggèrent la nécessité de modifier les politiques et les procédures et d'identifier des expositions aux risques non identifiés auparavant. Dans ces cas, la direction conçoit de nouvelles mesures de contrôle des risques et supervise leur mise en œuvre.

5. L'impact de la gestion des risques sur la performance financière des institutions de la microfinance

De nombreuses études menées par différents auteurs ont conclu que la gestion des risques est le principal déterminant de la performance financière des institutions de la microfinance.

(Mersland & Strøm, 2010) a réalisé une étude sur la rentabilité des institutions de la microfinance, dans laquelle il est arrivé à la conclusion qu'il existe une relation positive entre la rentabilité et la liquidité dans 54 institutions de la microfinance européennes et australiennes. Selon leur étude, que ces deux variables ont une relation négative. Dans leur étude empirique, (Wafula, Shedrack, Mutua, Maniagi, & Musiega, 2016) ont indiqué que les institutions de la microfinance américaines présentaient une forte corrélation positive entre le ratio de fonds propres et la performance financière, mais que cette relation pouvait être négative dans certaines situations. Par conséquent, la gestion des risques est essentielle pour optimiser la performance des institutions de la microfinance. Le crédit est toujours le pilier des institutions financières. Pour l'économie de la transition, les activités de prêt ont été une question controversée et difficile (Pantoja, 2002). Les IMF jouent un rôle important en contribuant au développement économique d'un pays. Si les institutions de la microfinance n'accomplissent pas leur mission sociale et financière bien, l'effet sur l'économie pourrait être énorme et large. Il a été découvert que pour minimiser les pertes sur les microcrédits et pour améliorer la performance financière et donc la rentabilité, il est essentiel que les institutions de microfinance aient un système efficace de gestion du risque de crédit (Gillet, Hübner, & Plunus, 2010). Un système de gestion des risques efficace est un système qui assure le remboursement des crédits par les emprunteurs et dans les transactions avec des problèmes d'asymétrie de l'information, ce qui engendre la pérennité de toute organisation financière. Pour (Szpirglas, 2006) les fondements qui constituent la base du système de gestion des risques comprennent : une politique et des stratégies qui définissent clairement. La portée et l'attribution des facilités de microcrédit et la manière dont un portefeuille de crédit est géré, c'est-à-dire la manière dont les microcrédits sont accordés, évalués, supervisés et collectés (Nasrin, Rasiah, Baskaran, & Masud, 2017). Le filtrage des emprunteurs est une activité qui a été largement recommandé (Szpirglas, 2006). Cette recommandation a été largement utilisé dans le secteur bancaire sous forme d'évaluation du crédit. Selon la théorie de l'information asymétrique, un recueil d'informations fiables provenant de l'évaluation de la solvabilité des emprunteurs devient essentiel pour effectuer un contrôle efficace. L'évaluation des emprunteurs peut être effectuée par l'utilisation de critères qualitatifs et des techniques quantitatives. L'un des grands défis de l'utilisation de modèles qualitatifs est leur caractère subjectif. Cependant, les attributs des emprunteurs évalués par des modèles qualitatifs peuvent se voient attribuer des numéros avec la somme des valeurs par rapport à un seuil. La technique non seulement de minimiser les coûts de



traitement, mais aussi de réduire les jugements subjectifs (Pascal, Mersland, & Mori, 2017). Plusieurs recherches ont conclu que les modèles quantitatifs permettent d'établir numériquement les facteurs importants pour expliquer le risque de défaillance, et pour améliorer la tarification du risque de défaillance, écarter les mauvais demandeurs de prêts et être dans une meilleure position pour calculer toute réserve nécessaire pour faire face aux futures pertes sur les prêts attendus (Campion, 2000). Généralement les institutions financières sont très importantes dans toute économie. Leur rôle est similaire à celui des artères sanguines dans le corps humain, car elles pompent les ressources financières (Sup & Sup, 2004). Les institutions de la microfinance sont des fournisseurs clés d'informations financières pour l'économie. Elles jouent un rôle essentiel dans les économies émergentes où les emprunteurs n'ont pas accès aux marchés des capitaux. Il est prouvé que des institutions financières performantes accélèrent la croissance économique, par contre les institutions de microfinance non performantes baissent le progrès économique et exacerbent la pauvreté.

Conclusion

Les institutions de microfinance continuent à se développer et à se diversifier en servant davantage des clients et en attirant plus de capitaux et de fonds d'investissements classiques, elles doivent renforcer leur capacité interne à identifier et à anticiper les risques potentiels afin d'éviter les pertes et les surprises inattendues. La création d'un cadre et d'une culture de gestion des risques au sein d'une IMF est l'étape suivante après la maîtrise fondamentale des risques, tels que les risques opérationnels. Une plus grande clarté sur les responsabilités et les rôles des directeurs et du personnel du conseil d'administration dans la gestion des risques opérationnels soutient à renforcer l'objectif d'attendre la rentabilité financière et sociale des institutions de la microfinance. Les pauvres sont plus vulnérables que les non pauvres en raison de leur accès limité à des stratégies efficaces de gestion des risques et des instruments financiers. Plusieurs études sur la gestion des risques ne se sont pas concentrées sur les effets des pratiques de gestion des risques sur la performance financière et sociale des institutions de microfinance, en outre, de nombreuses questions relatives à la gestion des risques sont au-delà des capacités du ménage individuel, ce qui nécessite une action communautaire et sociale. La gestion des risques semble être un bon candidat pour l'intervention publique, la gestion des risques est un processus qui fait intervenir toutes les techniques et les méthodes d'évaluation et d'analyse du risque. Il est représenté par différents processus comme la mesure, le contrôle, le compte rendu ou le choix des décisions qui

conduisent à la réduction de tous les risques. Ils offrent ainsi à l'institution de microfinance une meilleure vision de l'image future ou de la politique et les stratégies bancaires qui doivent être développées.

Référence Bibliographique

- Al-Azzam, M., & Mimouni, K. (2016). Is exchange rate risk priced in microfinance? *Research in International Business and Finance*, 36, 520–531. <https://doi.org/10.1016/j.ribaf.2015.10.009>
- Arch, G. (2005). Microfinance and development: Risk and return from a policy outcome perspective. *Journal of Banking Regulation*, 6(3), 227–245. <https://doi.org/10.1057/palgrave.jbr.2340194>
- Bennis, L. (2016). Les Institutions De La Microfinance Entre La Responsabilité Sociale Et La Performance Financière: Cas Des Associations De Micro-Crédits. *European Scientific Journal*, 12(1), 372–386. <https://doi.org/10.19044/esj.2016.v12n1p372>
- Campion, A. (2000). Improving internal control: A practical guide for microfinance institutions, (1). Retrieved from <http://centerforfinancialinclusionblog.files.wordpress.com/2011/10/improving-internal-control-a-practical-guide-for-microfinance-institutions.pdf>
- Churchill, C., Coster, D., White, V., Ratigan, T., Marudas, N., Pickrell, E., & Miller, C. (2001). Manuel De Gestion Des Risques En Microfinance, 135.
- Depoorter, P., Véronique, F., Schiltz, J.-L., & Fouard, A. (2007). Les Midis de la Microfinance, 11.
- Gillet, R., Hübner, G., & Plunus, S. (2010). Operational risk and reputation in the financial industry. *Journal of Banking and Finance*, 34(1), 224–235. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2009.07.020>
- Ibtissem, B., & Bouri, A. (2013). Credit Risk Management in Microfinance: the Conceptual Framework. *ACRN Journal of Finance and Risk Perspectives*, 2(1), 9–24. Retrieved from <http://www.acrn.eu/resources/Journals/jfrp201301b.pdf>
- Mersland, R., & Strøm, R. Ø. (2010). Microfinance Mission Drift? *World Development*, 38(1), 28–36. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2009.05.006>
- Morales, E. A., Ramos, B. M., Aguirre, J. A., & Sanchez, D. M. (2019). Credit Risk Analysis Model in Microfinance Institutions in Peru Through the use of Bayesian

- Networks. *2019 Congreso Internacional de Innovacion y Tendencias En Ingenieria, CONIITI 2019 - Conference Proceedings*, 0–3. <https://doi.org/10.1109/CONIITI48476.2019.8960694>
- Nasrin, S., Rasiah, R., Baskaran, A., & Masud, M. M. (2017). What determines the financial performance of microfinance institutions in Bangladesh? a panel data analysis. *Quality and Quantity*, 1–14. <https://doi.org/10.1007/s11135-017-0528-1>
- Ouiam, R., & Hasnae, B. (2018). L ' évolution du processus de décision dans un souci de gestion du risque opérationnel : cas d ' une banque mutualiste marocaine . The evolution of the decision process in order to manage operational risk : case of a Moroccan mutual bank ., 855–872.
- Pantoja, E. (2002). Microfinance and Disaster Risk Management Experiences and Lessons Learned. *Wb*, (July).
- Pascal, D., Mersland, R., & Mori, N. (2017). The influence of the CEO ' s business education on the performance of hybrid organizations : the case of the global microfinance industry, (D), 339–354. <https://doi.org/10.1007/s11187-016-9824-8>
- Pasternak, B. (2012). The University of Chicago Press <http://www.jstor.org/stable/10.1086/667722> . *American Journal of Sociology*, 118(3), 676–727.
- Sup, D. B., & Sup, D. B. (2004). Microfinance au Nord :
- Szpirglas, P. a R. M. (2006). Gestion des risques. *Revue Française de Gestion*.
- Viganò, L., & Castellani, D. (2020). Financial decisions and risk management of low-income households in disaster-prone areas: Evidence from the portfolios of Ethiopian farmers. *International Journal of Disaster Risk Reduction*, 45, 101475. <https://doi.org/10.1016/j.ijdr.2020.101475>
- Viswanathan, P. K., & Shanthi, S. K. (2017). Modelling Credit Default in Microfinance— An Indian Case Study. *Journal of Emerging Market Finance*, 16(3), 246–258. <https://doi.org/10.1177/0972652717722084>
- Wafula, D. N., Shedrack, D., Mutua, M., Maniagi, M., & Musiega, G. (2016). Influence of Financial Performance on Financial Sustainability of Microfinance Institutions in Kenya. *International Journal of Management and Commerce Innovations*, 4(October), 295–302. Retrieved from www.researchpublish.com